



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 31– 15 Septembre 2022

En bref

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) estime que le Mexique pourrait accroître ses exportations de 35 Mds USD grâce à la relocalisation des chaînes d'approvisionnement (*nearshoring*). Ce montant équivaut à 2,6 % du PIB et est supérieur aux bénéfices que tireraient chacun des 25 pays de la région Amérique Latine et Caraïbes. En effet, compte tenu de sa proximité avec les Etats-Unis, jusqu'à 800 entreprises, aujourd'hui basées en Asie, envisageraient le Mexique comme zone de relocalisation, dans le contexte de l'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales observé depuis la pandémie de Covid-19. Pour favoriser ce phénomène, des changements profonds du système fiscal seraient toutefois nécessaires, pour garantir la sécurité juridique et attirer les investissements directs étrangers.

LE CHIFFRE À RETENIR

35 MDS USD

Montant supplémentaire d'exportations dont pourrait bénéficier le Mexique grâce au *nearshoring*, selon la BID.

Zoom sur

Au Salvador, pour la première fois de l'histoire du pays, le Président Bukele a annoncé l'ouverture de la fenêtre de rachat anticipé de la dette obligataire du pays pour un montant total de 360 M USD (contre 560 M USD annoncé initialement). Ce montant représente par ailleurs 25% du volume émis de deux obligations (échéances 2023 et 2025). Au cours actuel, ce rachat permettrait une économie potentielle de 100 M USD par rapport à un remboursement au pair. En détail, un prix de rachat de 91 USD pour l'obligation 2023 et de 54 USD pour l'obligation 2025 ont été annoncés. Prôné par le Président pour rassurer les investisseurs sur la solvabilité des comptes de l'Etat, ce rachat serait financé par les droits de tirage spéciaux du FMI détenus par la Banque centrale. Le gouvernement rembourserait ensuite la Banque centrale grâce à une obligation à 10 ans et un financement accordé par un bailleur multilatéral.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon l'agence de notation Moody's, le scénario central pour l'économie du Mexique en 2023 serait celui de la stagflation. Selon l'agence, le ralentissement économique devrait se poursuivre l'année prochaine, avec une croissance du PIB de 1 %, contre 2 % en 2022. Cette performance s'inscrit dans un contexte mondial d'incertitudes, compte tenu du conflit russo-ukrainien, de pressions inflationnistes persistantes, et de hausse des taux d'intérêt. Selon les analystes de Moody's, la trajectoire baissière de la croissance mexicaine est également attribuable à quelques opportunités manquées, notamment celle de la hausse des prix mondiales du pétrole. En effet, si les recettes pétrolières exceptionnelles ont été utilisées pour financer les subventions aux carburants, elles auraient également pu servir à reconstituer les coussins budgétaires, lesquels favorisent l'absorption des chocs extérieurs. Aussi, les opportunités de *nearshoring* ne seraient pas non plus suffisamment exploitées. Outre la baisse de l'activité économique attendue en 2023, et son impact négatif sur la création d'emplois, les consommateurs devront faire face à une importante baisse du pouvoir d'achat, provoquée par l'inflation. En effet, selon Moody's, l'inflation mexicaine terminerait l'année avec une variation annuelle de 8 %, complétant ainsi une deuxième année consécutive loin de la cible d'inflation de la Banque centrale (de 3 % +/- 1 pp).

Au T2 2022, le PIB mexicain est en baisse de 1,1 % par rapport à son niveau pré-pandémique. Malgré une croissance de +0,9 % du PIB au T2 2022, le Mexique est l'un des deux pays de l'OCDE (avec l'Afrique du Sud) à ne pas avoir retrouvé son niveau de croissance pré-pandémique. Toutefois, les hypothèses macroéconomiques formulées dans le Projet de

Loi de Finance 2023 restent optimistes, avec une croissance du PIB estimée à +2,4 % pour 2022.

Selon le Ministère des Finances (SHCP), l'inflation entamerait une trajectoire descendante à partir du T3 2022. L'institution s'attend à ce que l'inflation atteigne son pic au T3 2022, puis ralentisse pour clôturer l'année à 7,7 % (soit -0,3 pp par rapport aux prévisions de Moody's, cf *supra*). Ce ralentissement s'expliquerait par la baisse progressive des prix internationaux des produits de base, ainsi que la diminution des coûts de transports maritime et de fret. Sur le plan domestique, le SHCP s'attend à une baisse des prix des produits agricoles, en raison de (i) l'augmentation des précipitations dans les Etats du nord, (ii) de la lutte contre la grippe aviaire et (iii) des politiques menées dans le cadre du Programme de lutte contre l'inflation et le déficit (PACIC). Pour rappel, l'inflation avait enregistré une variation annuelle de +8,7 % en août, selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI). Le taux d'intérêt directeur atteindrait 9,5 % à la fin de l'année, soit 4,25 pp de plus que prévu par la loi de finance 2022.

Au T2 2022, la création d'emplois formels est en baisse de huit points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. En effet, 40 % des entreprises mexicaines prévoient d'embaucher du personnel supplémentaire au T4 2022, en termes nets. Cette tendance est toutefois inférieure de 8 points de pourcentage (pp) par rapport au trimestre précédent. Les secteurs dont les besoins sont les plus élevés seraient ceux des Technologies de l'Information et de la Communication, et de l'hôtellerie restauration, qui représenteraient, à eux deux, 46 % des nouvelles embauches d'ici la fin de l'année. Les secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection sociale affichent quant à eux des attentes plus faibles pour cette période, avec 27 % des nouveaux emplois. Le Mexique occupe ainsi la cinquième position de la région Amérique Latine en termes de perspectives d'embauches au T4 2022, derrière le Brésil (56 %), le Costa Rica (52 %), la Colombie (46 %) et le Panama (45 %).

2 FINANCES PUBLIQUES

Le Ministre des finances a présenté le Projet de Loi de Finance 2023 au Congrès de l'Union le jeudi 8 septembre. Selon le Ministre, le projet est aligné aux principes d'austérité et de rigueur budgétaire, déjà en vigueur en 2022. Le budget pour 2023 prévoit (i) une croissance du PIB comprise entre 1,2 et 3 %, (ii) un prix du pétrole mexicain de 68,7 USD par baril, et (iii) une production de pétrole à 1 872 000 barils par jour. Le ministre a également mentionné qu'il y aurait une importante hausse de l'investissement physique par le biais de projets d'infrastructures, tels que (i) Le Train Maya et le Corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec, (ii) des projets hydrauliques, (iii) des projets dans le secteur de l'énergie. En matière de santé, le programme « *Bienestar* » de la Sécurité Sociale devrait être renforcé. Par conséquent, la dette publique représenterait 49,3 % du PIB en 2023, soit 0,4 pp de plus qu'en 2022 (48,9 %).

Le Mexique pourrait recevoir près de 6,5 Mds USD de recettes pétrolières supplémentaires en 2023. Si les projections du prix du baril mexicain se confirment, telles qu'indiquées dans le Projet de Loi de Finance 2023, à 68,7 dollars le baril, un excédent de revenus pétroliers à hauteur de 6,5 Mds USD serait enregistré l'an prochain. Une majorité de cet excédent serait utilisée pour le maintien des subventions aux prix des carburants.

3 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les Etats-Unis invitent le Mexique à investir dans les semi-conducteurs, pour concurrencer la Chine, et favoriser l'intégration du pays dans les chaînes d'approvisionnement. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a invité le Mexique à participer à un programme d'investissements dans le secteur des semi-conducteurs. En effet, une proposition a été faite au président Andrés Manuel Lopez Obrador d'aligner la politique économique du Mexique à

la loi américaine *Chips and Science*, signée début septembre par Joe Biden. Cette-dernière prévoit un programme de subventions de près de 50 Mds USD, et vise à accroître la capacité de production de semi-conducteurs, pour concurrencer la Chine. La secrétaire américaine au commerce, Gina Raimondo, a souligné que cette loi répondait, en partie, à une demande des entreprises américaines de semi-conducteurs, favorables à une meilleure intégration du Mexique dans les chaînes d'approvisionnement. L'objectif serait de développer la conception, l'assemblage et la fabrication de microcomposants, au Mexique, pour garantir une production en Amérique du Nord.

L'entreprise pétrolière PEMEX s'est vu attribuer un budget de près 34 Mds USD pour 2023, soit une augmentation de 1,5 % en termes réels par rapport à l'allocation de 2022. Selon le document publié par le Ministère des Finances, les organisations dédiées au secteur énergétique mexicain se sont toutes vues accorder un budget réduit pour 2023, par rapport à l'année précédente, à l'exception de PEMEX. La Commission fédérale d'électricité (CFE) recevrait un budget inférieur de 6,9 % par rapport à 2022, tandis que le Ministère de l'énergie (Sener) et la Commission nationale des hydrocarbures (CNH) se verront allouer des montants similaires à ceux de 2022.

4 Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 08/09
Bourse (IPC)	2,13%	- 8,65 %	47 039,74 points
Change USD/MXN	0,50%	+ 0,12 %	20,08
Change EUR/MXN	0,15%	- 14,96 %	20,02
Prix du baril mexicain	0,70%	+ 25,65 %	83,71

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le Ministre des relations extérieures guatémaltèque et la Ministre israélienne de l'économie ont signé un accord de libre-échange à Tel-Aviv. Cet accord permettra notamment aux produits agricoles guatémaltèques (viandes, poissons, horticulture, huiles...) un accès au marché sans droits de douanes et en certifiant les règles d'origine. A l'inverse, Israël pourra exporter librement et avec des mesures sanitaires renforcées des produits agroalimentaires et de l'alcool. Le secteur industriel est pris en compte dans l'accord, permettant notamment la vente de pétrole et de ses dérivés et de machines industrielles.

Selon l'observatoire de la contrebande, 79% des hommes d'affaires guatémaltèques notent une augmentation de la contrebande, en hausse de 10 points de pourcentage par rapport à 2021. Ce phénomène se concentre sur les denrées alimentaires et produits sanitaires. En détail, les produits les plus visés par la contrebande sont les huiles végétales, représentant 30% du marché, puis les snacks (28%), les œufs (25%) et enfin le maïs (20%). Plus de la moitié des entreprises du secteur affirment que les pertes liées à la contrebande atteignent entre 11% et 20 % de leur chiffre d'affaires. Les autorités locales ont annoncé des confiscations atteignant 1,5 M USD au S1 2022. L'entrée de marchandises de contrebande au Guatemala atteignait 3,2 Mds USD en 2021.

2. HONDURAS

Selon la Banque centrale, l'économie hondurienne a montré une forte résilience au S1 2022 et enregistre une croissance du PIB de 5,1 %, malgré l'accélération de l'inflation. En détail, le secteur hôtellerie et restauration a connu une forte récupération (+31 %), suivi par le secteur financier (+14%), les transports (+13%),

l'industrie manufacturière (+7%) et le commerce (+5%).

3. EL SALVADOR

Les prêts accordés aux entreprises ont augmenté de 14,4 % g.a. au cours du S1 2022. Selon l'Association Bancaire Salvadorienne (Abansa), cette croissance est la plus importante enregistrée sur les 14 dernières années. Le montant total des prêts accordés a atteint 7,5 Mds USD sur le semestre contre 6,5 Mds USD au S1 2021. Les secteurs ayant contribué le plus à cette croissance sont le commerce pour un total de 261 MUSD de crédit (+14,3% g.a.) et l'énergie électrique cumulant 237 MUSD sur la période (soit +56.5% g.a.). Les secteurs qui ont le plus sollicité de prêts sur la période sont l'industrie (142 M USD), la finance (99 M USD) et les services (55,4 M USD), tandis que les demandes de prêts bancaires ont diminué dans les domaines des transports et de l'agriculture et l'élevage.

4. NICARAGUA

Au T2 2022, l'activité économique a cru de 4,3 % en g.a confirmant le rebond du T1 2022 (+5,7 % en g.a). La croissance est due à la forte hausse de l'activité hôtelière et restauration (+19 %), au commerce (+8 %), à l'industrie manufacturière (+7 %), à l'agriculture (+6 %) et au transport (+6%). Les exportations ont augmenté de 13% sur la période par rapport à 2021. Alors que le pays connaissait une contraction moyenne de 3 % entre 2018 et 2020 due à la crise sociale, politique et sanitaire, le Nicaragua a profité du rebond économique notamment américain et du dynamisme de l'industrie extractive pour retrouver la croissance.

5. PANAMA

Selon l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC), les importations auraient augmenté de 30,85 % au S1 2022 par rapport à l'année précédente. Entre janvier et juin 2022, les importations atteindraient 7,46 Mds USD, soit une hausse de 2,30 Mds USD par rapport au S1

2021. Comparés aux niveaux pré-pandémiques, les importations enregistrent une hausse de +11,8 %. Ces bons résultats confirmeraient que le Panama, après deux années perturbées par la pandémie, et les dérèglements des chaînes d'approvisionnement, retrouve sa place dans le commerce international. La direction des douanes estime que la suppression ou la réduction des droits de douanes sur certains produits seraient notamment responsables de cette amélioration. La hausse des importations se concentrerait en particulier sur deux postes : (i) les carburants, lubrifiants et produits connexes (+126 % par rapport à 2021, de 786,7 M USD à 1,77 Md USD), (ii) les matières premières et produits intermédiaires pour l'industrie (+43,7 %, de 896 M USD à 1,29 Md USD)

La Superintendance des banques du Panama estime que sur les 3,85 Mds USD de crédits modifiés qui doivent encore être remboursés, plus de 27 % (soit un peu plus d'1 Md USD) entreraient dans les catégories « créances douteuses ». Par un accord du 16 mars 2020, la Superintendance des Banques avait permis la mise en place de crédits modifiés avec l'aménagement du remboursement des crédits à la consommation et des crédits pour les entreprises les plus vulnérables, à hauteur de 3,85 Mds USD. Parmi ceux-ci, 27 % entreraient en catégorie créances douteuses.

6. COSTA RICA

Le budget 2023, qui poursuit les objectifs du plan de redressement économique du précédent gouvernement, permettrait de dégager un excédent primaire de 1,26 Md USD. La proposition, jugée radicale par les économistes de la *Bank of America*, vise à réduire le déficit du gouvernement central de 3,4 % et à respecter les dispositions de la *Ley del Regimen Fiscal* (gel des salaires tant que le niveau de la dette publique est supérieur à 60 %). La hausse de l'excédent budgétaire primaire s'explique à la fois par le gel des salaires des fonctionnaires et par la hausse des recettes des services publics productifs du pays. L'orientation austère du budget 2023 rend

compte de la forte volonté politique du gouvernement d'assainir les finances publiques.

Caraïbes

1. BARBADE

La Première Ministre de la Barbade souhaiterait l'extension du Mécanisme Elargi de Crédit (*Extended Fund Facility*) avec le FMI, pour bénéficier d'une enveloppe de 340 M USD supplémentaires pendant les trois prochaines années. Alors que l'accord en place depuis 4 ans avec le FMI se termine, le gouvernement envisage la mise en place d'un plan de relance et de transformation économique, le *BERT 2022*. Le nouveau prêt du FMI serait financé à hauteur de 200 à 210 M USD par le Fonds fiduciaires pour la résilience et la durabilité, visant à aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à faire face aux chocs externes tels que le changement climatique, les catastrophes naturelles ou les pandémies.

2. CUBA

Suite à l'accord signé entre le gouvernement mexicain et les autorités cubaines en mai 2022, un nouveau groupe de médecins a été envoyé au Mexique. D'après l'Institut mexicain de sécurité sociale, près de 300 médecins cubains spécialisés (notamment en médecine interne, en pédiatrie et en chirurgie générale) travaillent déjà dans le pays. Près de 300 autres devraient arriver afin de compléter le groupe. Par ailleurs, le Mexique a récemment annoncé l'achat de 9 millions de doses du vaccin cubain Abdala, contre la Covid-19, destinés à la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans. Dans un contexte difficile pour les exportations de services médicaux cubains (réduction du nombre de médecins cubains au Venezuela, fin du programme de collaboration avec le Brésil, et retour des médecins depuis la Bolivie et l'Équateur), l'île cherche de nouveaux partenaires pour maintenir sa première source de devises.

3. REPUBLIQUE DOMINICAINE

En 2021, les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 3,1 Mds USD, soit une croissance de 21 % par rapport à l'année précédente. Selon le Centre d'exportation et d'investissement de la République dominicaine (ProDominicana), au cours des dix dernières années les investissements directs étrangers du pays ont atteint environ 27 Mds USD, soit le montant le plus élevé de la région des Caraïbes. Cette progression place le pays dans les 10 premières destinations d'investissement de la zone Amérique latine et Caraïbes.

4. HAITI

Le Gouvernement haïtien ajuste à la hausse les prix des carburants. Le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, a annoncé un ajustement des prix des carburants. Jusqu'à présent, l'essence est largement subventionnée par l'État. Cependant, pour l'année 2022, la facture haïtienne des carburants s'élève à 418 M USD. Cette annonce a ravivé la colère des Haïtiens qui manifestent depuis plusieurs semaines contre l'insécurité, le coût de la vie et les pénuries récurrentes de carburant dans les stations-service à travers le pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (g.a 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 322,74	- 0,19 %	- 8,2 %	+ 4,8 %	+ 2 %	+ 2,5 %	58,4 %	+ 5,95 %	8,5 %
Belize	0,44	1,99	+ 1,96 %	-16,75 %	+ 9,75 %	+ 5,7 %	+ 3,4 %	101,89 %	+ 5,2 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	65,31	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,6 %	+ 3,34 %	+ 3,14 %	69,45 %	+ 5,2 %	7,5 %
Guatemala	18,713	91,02	+ 3,87 %	- 1,52 %	+ 8 %	+ 3,95 %	+ 3,61 %	30,6 %	+ 4,8 %	2,75 %
Honduras	10,294	30,12	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,8 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 6 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,76	- 3,67 %	- 1,98 %	+ 10,3 %	+ 3,8 %	+ 2,2 %	46,90 %	+ 8,5 %	5,5 %
El Salvador	6,551	30,7	+ 2,63 %	- 7,94 %	+ 10,3 %	+ 3 %	+ 2,25 %	82,6 %	+ 5 %	4,39 %
Haïti	12,065	20,17	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	+ 0,3 %	+ 1,4 %	22,5 %	+ 25 %	10 %
Jamaïque	2,743	15,72	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,36 %	+ 2,47 %	+ 3,33 %	83,7 %	+ 8 %	6 %
Panama	4,395	70,5	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 5 %	56,04 %	+ 4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	109,1	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,48 %	+ 4,96 %	59,4 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a